Copie anonyme - n°anonymat : 274587

E4-00063 274587 Eco So His

Code épreuve : 245 | Nombre de pages : 9 | Session : 2026

Épreuve de : Economie, sociologie et histoire ESSEC / HEC

Consignes

- *Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer*
- *Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir*
- *Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)*
- *Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)*
- *Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre*

Le court terme est-il l'ennemi du long terme

Dans un article intitulé "National health sufficiency" (1940), Keynes écrit : " Nous sommes capable d'éteindre le soleil et les étoiles puisqu'ils ne rapportent aucun dividende. ", dénonçant ainsi la logique consumériste qui caractérise les sociétés marquées par l'avènement du capitalisme. Cette critique permet de mettre en lumière l'influence néfaste qu'aurait le court terme, l'urgence de produire, exploiter et consommer, sur la quête de durabilité et de prospérité à long terme.

D'une manière générale, le court terme renvoie à ce qui est temporellement proche de l'instant présent (généralement moins d'un an) tandis que par opposition, le long terme se définit comme ce qui est temporellement loin du présent. Ainsi, il existe une opposition de nature entre ces deux notions. Se demander si le court terme est "l'ennemi" du long terme revient à s'interroger sur la manière dont le court terme affecte négativement, met en danger les objectifs et besoins de long terme.

Si l'idée selon laquelle la poursuite d'impératifs immédiats nuirait à la prospérité de long terme remonte au XX ème siècle, avec la prise de conscience du caractère destructeur et inégalitaire qui caractérise le mode de production capitaliste, l'explosion des dépenses publiques au sein des pays développés au XXI ème siècle, souvent

pour financer des dépenses courantes dans une logique de court terme, soulève de nouveaux enjeux de long terme, notamment de soutenabilité des dettes publiques comme le constate F. Lenglet dans Tant pis ! Nos enfants paieront (2016). Dès lors, il est légitime de poser le problème suivant :

Le court terme est-il nécessairement l'ennemi du long terme ou bien est-il possible de concilier satisfaction de court terme et durabilité de long terme dans des économies marquées par le capitalisme ?

Si les risques issues du court terme, en termes d'exploitation, de dépenses et de consommation semblent légitimer la croyance selon laquelle le court terme serait l'ennemi du long terme (I), certaines transformations de court terme semblent au contraire favoriser la pérennité d'un développement de long terme (II). D'où la nécessité de tenir compte des exigences de long terme dans la réalisation de ceux de court terme dans un cadre de développement durable (III).

La logique de court terme qui caractérise le mode de production capitaliste et l'avènement des sociétés de consommation soulève des enjeux de durabilité (A), d'autant plus que l'explosion des dépenses publiques interroge la soutenabilité de la dette (B).

Les sociétés contemporaines sont profondément marquées par le système de production capitaliste, c'est à dire qui repose sur l'accumulation de capital, et ce depuis la révolution industrielle du XIX ème siècle qui marque l'entrée dans l'ère de la "croissance moderne" (A. Maddison, 2001). Si cette transformation a permis d'accélérer le développement économique des nations, elle a également été source de nombreux déséquilibres. Selon

K. Marx, le capitalisme repose sur l'exploitation du prolétariat par la classe bourgeoise, laquelle extorque la plus-value réalisée par les prolétaires, ne leur laissant qu'un revenu de subsistance. Au delà de l'injustice social dénoncée par Marx, ce dernier démontre que le taux de profit, ce à quoi aspire le bourgeois à court terme, diminue dans le temps avec la "loi de la baisse tendancielle du profit". Cette idée a été démontrée empiriquement par T. Piketty dans le capital au XXI^{e} siècle, où il y explique que dans les années 1940 le taux de profit était supérieur à 5% et a diminué jusqu'à avoisiner les 3% en 2010. Or cette loi fondamentale annonce le déclin à long terme d'un tel mode de production. Ainsi dans cette perspective la recherche de profit à court terme amorce le déclin du système à long terme, ce qui semble confirmer le fait que le court terme soit l'ennemi du long terme. De plus, un tel mode de production repose sur l'exploitation d'un capital naturel disponible en quantité limitée et génère de nombreuses externalités négatives : pollution atmosphérique, sécheresses, etc. Le rythme d'exploitation de ces ressources ne permet pas d'assurer leur disponibilité à long terme ce qui soulève des enjeux de solidarité intergénérationnelle. Enfin, un tel système s'est accompagné de l'essor des sociétés de consommation et le fait de consommer peut être interprété comme une décision de court terme. Or les pays sous développés marqués par de faibles revenus manquent d'une épargne nécessaire pour assurer le développement comme le constate R. Nurkse. À ce sujet, D. Cohen écrivait "qu'en Afrique il existe une préférence pour le présent," préférence qui nuit aux perspectives de développement de long terme.

Si le système de production capitaliste accompagné de l'avènement des sociétés de consommation soulève des enjeux de soutenabilité économique, environnementale et de développement, l'augmentation des dépenses publiques au XXI^{ème} siècle soulève des enjeux similaires et alimente le diagnostic d'une crise de l'État providence par Rosanvallon en 1981. Cette explosion des dépenses publiques accompagne le développement des économies qui exige la création de nouvelles infrastructures

comme énoncé par la loi de Wagner (1872). Pour financer ces dépenses, l'État à la capacité de s'endetter sur les marchés financiers en émettant des bons du trésors (En France on parle d'OAT), cependant lorsque le revenu fiscal ne permet pas de rembourser cette dette, l'État est obligé de s'endetter de nouveaux à des taux d'intérêts plus élevés parfois et qui s'accumulent. Bien que certaines des dépenses de court terme financés par la dette soient nécessaires afin de stabiliser l'économie ou de financer certains services nécessaires, l'accumulation d'un tel niveau de dette publique soulève des enjeux de soutenabilité à long terme : en France, au troisième trimestre 2025, la dette publique représentait 117% du PIB et l'État devra s'acquitter de plus de 60 milliards d'euros d'intérêts sur la dette dans les années à venir. Au delà de cette situation qui pose des risques de soutenabilité, le faible niveau de croissance économique conjugué au vieillissement de la population (près de 27% des français avaient plus de 60 ans en 2020, part qui devrait augmenter) ne fait qu'accroître la charge que devront supporter les générations à venir, tant les besoins de dépenses publiques risques d'augmenter.

Ainsi, la logique de court terme qui caractérise le mode de production et de consommation des sociétés contemporaines conjuguée à l'explosion des dépenses publiques et des dettes souveraines soulève de nombreux enjeux de soutenabilité, de mise en danger des générations à venir, ce qui semble légitimer l'idée selon laquelle le court terme serait l'ennemi du long terme. Cependant, l'évolution des structures imposées par les transformations de court terme ainsi qu'une meilleure orientation de la dépense publique peuvent favoriser l'innovation et le développement économique.

Une dépense de court terme bien orientée peut favoriser le progrès technique et donc la croissance économique (A), et susciter également une transformation profonde du système de production et des modes de consommation compatible avec le développement durable (B).

La dépense publique soulève des enjeux d'efficacité et de légitimité, notamment à cause des risques pesant sur la soutenabilité de la dette. Cependant, face d'une intervieur

IMPRIMERIE NATIONALE - 2025-12-1003094

Copie anonyme - n°anonymat : 274587

Emplacement QR Code

Code épreuve : 245 | Nombre de pages : 9 | Session : 2026

Épreuve de : Economie, sociologie et histoire ESSEC / HEC

Consignes

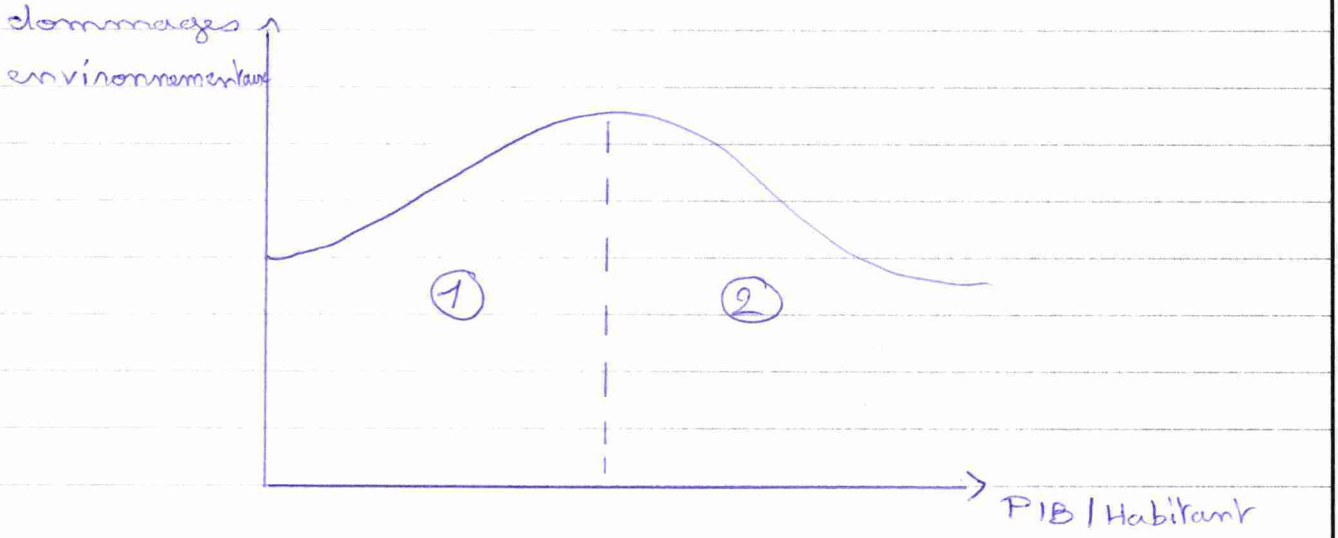
- *Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer*
- *Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir*
- *Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)*
- *Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)*
- *Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre*

donnée au journal le monde en 2020, J. Pisany-Ferry distinguait la bonne dette, celle qui finance la recherche, l'éducation, etc, de la mauvaise dette, celle qui finance les dépenses courantes. L'enjeu est alors de permettre aux dépenses de court terme de créer les conditions nécessaires à la prospérité de long terme, en favorisant l'éducation et la recherche en développement. Les lauréats du prix de la banque de Suède en la mémoire d'Alfred Nobel en économie (2025), Aghion et Howitt affirment que la dépense publique dans l'éducation est nécessaire pour encourager une innovation qui permettra, à long terme, de permettre la croissance économique. Dans un contexte marqué par des populations vieillissantes au sein des pays développés, la formation en continue pour les personnes âgées, financée par l'État, peut également permettre de pallier les effets mis en avant par Sala-i-Martin en 1995, de baisse de la productivité avec l'âge et d'externalités négatives, issues de cette baisse, sur un groupe. En ce sens, les dépenses de court termes ont la capacité, lorsqu'elles sont bien orientées d'accompagner le développement économique et de bénéficier aux générations à venir.

Par ailleurs, la contrainte environnementale, issue de décisions, d'une consommation et d'un mode de production de court-terme peut bénéficier d'effets similaires, de progrès techniques et de transformations structurelles, permettant d'assurer un développement vert et durable. Le poète prussien Hölderlin écrivait que "là où croit le péril croit aussi ce qui sauve", et en ce sens, la raréfaction des ressources naturelles, la contrainte

que cela fait peser sur les économies peut favoriser une baisse de leur exploitation (due à la hausse de leur coût, conséquence de la raréfaction), tout en encourageant une innovation verte, participant d'un processus de destruction-créatrice comme le souligne Boserup (1965), et transformer durablement les structures économiques. Le lien que peut entretenir la croissance économique et la diminution des dommages environnementaux a été mise en avant par Grossman et Krueger avec la courbe de Kuznets environnementale :

La courbe de Kuznets environnementale



Après une première phase d'augmentation des dommages environnementaux dues à l'industrialisation①, le passage à une économie tertiarisée accompagnée d'innovations permettant de réduire les dommages environnementaux et d'une évolution des habitudes de consommation (marquée par l'importance de la dimension qualitative et éco-responsable), incarnée par ce que Babaiger (2017) appelle le "consommacteur", permet à long terme de concilier croissance et durabilité environnementale②.

Ainsi, bien que des habitudes de court termes risquent de nuire au long terme, certaines dépenses bien orientées et transformations structurelles remettent en cause l'idée selon laquelle le court terme serait l'ennemi du long terme.

L'enjeu est alors de s'assurer que le court terme ne nuise pas au long terme.

Pour que le court terme ne soit pas l'ennemi du long terme, il est important d'accompagner les agissements de court terme d'une vision de long terme. Cela passe par une prise de conscience des risques du court terme pour assurer cette transformation (A), qui repose également sur davantage de coopération internationale (B).

Le principal danger posé par le court terme sur le long terme et celui de la soutenabilité que ce soit de la dette ou de l'environnement. Cependant, il n'est pas garantit qu'un État soit incité à la mesure, à la maîtrise de sa dette publique. En effet, l'État se distingue de par le fait qu'il soit soumis à la "soft budget constraint", mise en avant par Kornai, selon laquelle le fait qu'un État ne puisse théoriquement faire faillite exerce une influence désincitative au niveau de la discipline et de l'efficacité. Face à cela, les économistes de l'École du Public Choice, notamment Buchanan suggèrent qu'il faille limiter les marges de manœuvre de l'État, "enchaîner le Léviathan", en rendant inconstitutionnel tout déficit public. Cependant, le besoin de dépenses publiques, notamment pour financer la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV) qui représente 45% de la dépense publique, reste important. Face à cela de nombreux économistes, à l'instar de M. Aglietta, plaident pour une instauration partielle de la capitalisation afin de réduire la charge de la dette intergénérationnelle. Enfin, susciter la croissance économique via un investissement de productivité doit permettre de résorber ce poids de la dette publique en augmentant les recettes fiscales. L'équation de la dette permet de mettre en avant l'évolution de la trajectoire d'une dette publique : $\Delta D = D_t + i_{D_t} - R_F$

où (ΔD) représente l'évolution de la dette, (D_t) la dette à l'instant t, (i_{D_T}) la charge de cette dette, et (R_F) le revenu fiscal. On comprend alors que si $R_F > D_t + i_{D_t}$, la dette diminue, d'où l'importance de susciter la croissance

économique afin de réduire la charge de la dette à long terme.

Par ailleurs, sur des sujets comme la durabilité environnementale et le développement, la coopération internationale reste nécessaire pour que le court terme ne devienne pas l'ennemi du long terme.

L'environnement peut être considéré comme un bien commun international, tant l'activité de certain peut influencer l'ensemble des économies. En ce sens, un rapport de l'ONU de 2017 estime que plus de 75% des catastrophes naturelles issues du réchauffement climatique ont lieu en Afrique Subsaharienne, l'une des régions dont l'activité économique pollue le moins. Face au risque que l'activité de court terme de certaines économies industrielles ne nuise au long terme d'autres économies il est important que la recherche de préservation environnementale se fasse à l'échelle internationale. Or le retrait des États-Unis des accords de Paris ainsi que la persistance de certaines économies à faire du droit à polluer un avantage comparatif, comme l'ont mis en avant Gates et Schwab, met en danger cette prévention et donc le long terme des économies. Enfin, en matière de développement certaines économies disposent depuis de nombreuses années d'excédent budgétaires devenus structurels (ex: Chine), tandis que dans certaines économies les déficits se creusent et que les pays sous développés ne disposent pas de l'épargne nécessaire pour assurer le "Big Push" nécessaire à leur développement. Dès lors, la coopération et la collaboration apparaît nécessaire pour assurer un développement de long terme pour les économies en situation de sous développement.

Ainsi, les risques issus du court terme en termes d'exploitation, de production et de consommation semblent légitimer la croyance en laquelle le court terme serait l'ennemi du long terme. Cependant certaines dépenses et transformations de court terme semblent pouvoir permettre la réalisation d'objectifs de long terme et de développement durable, défini dans le rapport Brundtland en 1987 comme la capacité à satisfaire les besoins présents sans compromettre ceux des générations à venir. Dès lors, il est nécessaire d'assurer les

IMPRIMERIE NATIONALE – 2025-12-1003094

Copie anonyme - n°anonymat : 274587

Emplacement QR Code

Code épreuve : 245 | **Nombre de pages :** 9 | **Session :** 2026

Épreuve de : Économie, sociologie et histoire ESSEC / HEC

Consignes

- *Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer*
- *Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir*
- *Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)*
- *Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)*
- *Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre*

conditions pour que la réalisation des objectifs de court terme s'accompagne d'une vision de long terme, de sorte à ce que le court terme ne devienne pas l'ennemi du long terme.

Dans des sociétés marquées par la disparition des solidarités "traditionnelles", remplacés par ce que Durkheim qualifie de solidarités "organiques" (De la division du travail social, 1893), l'État s'impose comme un acteur majeur de régulation et de modération de l'urgence du court terme face à la nécessité de durabilité du long terme.

Fin

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

IMPRIMERIE NATIONALE – 2025-12-1003094